

LA

REPUBLIQUE ROUGE

PARAISANT LE DIMANCHE, LE MARDI ET LE VENDREDI DE CHAQUE SEMAINE.

LE VÉRITABLE PÈRE DUCHESNE.

Souvenez-vous que le Drapeau rouge est le signe d'une révolution qui sera la dernière. Le Drapeau rouge! c'est l'étendard fédéral du genre humain.

BUREAU: Rue des Boucheries-St-Germain, 38.

PRIX D'ABONNEMENT POUR PARIS, UN AN 7 FR. SIX MOIS 3 FR. 50, TROIS MOIS 2 FR. 50.
POUR LES DÉPARTEMENTS: UN AN 8 FR., SIX MOIS 4 FR., TROIS MOIS 2 FR.

S'adresser pour toute espèce de réclamation au Gérant, au bureau du Journal (franco).

Le Drapeau rouge. — *« Passez au large! »* — Raspail. — *« Le Citoyen Louis Bonaparte. »* — *« La Liberté communiste. »* — *« Le Journal de l'Assemblée nationale. »* — *« La Liberté de la presse. »* — *« Népôtisme républicain. »* — *« Le véritable père Duchesne. »*

LE DRAPEAU ROUGE.

Pourquoi cet effroi dans une certaine classe à la seule pensée du drapeau rouge? Qu'a donc ce drapeau de si effrayant? Est-il est un symbole d'assassinat et de pillage? Non; et ils le savent bien; mais il leur convient de le dire, pour rallier à eux, contre le peuple, le troupeau des peureux et des imbéciles.

Ce qu'est le drapeau rouge, il faut le proclamer bien haut: C'est le drapeau de l'avenir, le drapeau de l'égalité, de la fraternité, de l'unité absolue de la nation. L'idée dont il est l'image sensible, c'est celle du triomphe définitif du peuple sur la tourbe des égoïstes, des exploités, des parasites. De même que le drapeau tricolore exprima par un signe matériel la Réunion des trois ordres de l'Etat; le drapeau rouge signifie leur fusion radicale, ou plutôt leur absorption dans le peuple. Et en effet qu'est-il besoin de trois couleurs pour représenter ce qui est un.

C'est au moment même où une Révolution fait son apparition dans le monde qu'on peut saisir sa pensée, son but. Le cœur du peuple est alors un livre ouvert où il faut savoir lire. L'instinct, plus sûr que la réflexion, parle seul. Voilà pourquoi la couleur rouge se vit en un instant, le 24 février, sur toutes les poitrines. Qui avait donné le mot d'ordre? Personne. C'était le sens intime qui faisait explosion. Mais la révolution de février n'eut qu'un jour: le lendemain la réaction commença et Lamartine en donna le signal en relevant le drapeau tricolore. Février, qui était le commencement d'un ère nouvelle, retomba dans la vieille ornière, et 89 se retrouva en présence de 93. Le combat entre le passé et l'avenir recommença et comme transition on nous donna ce gouvernement hybride dont tous les actes se combattaient: les uns ressuscitant le passé, les autres inaugurant l'avenir.

Nous ne l'accusons point, citoyen Lamartine, car tu as été sincère quand tu revendiquas le drapeau tricolore; mais le peuple, en te demandant le drapeau rouge, avait plus de sens que toi: que voulait-il, ce peuple? symboliser la victoire. Toi, tu lui fis reprendre les couleurs de ses défaites, de son oppression. Depuis ce jour, comme un navire sans boussole, la république vogue sur l'immensité de l'idée, battue par les tempêtes de la réaction, reculant, avançant, sans signification précise, sans but déterminé.

Sont-elles vraies, au moins, ces paroles qui pervertirent le sens du peuple? Non, car le drapeau rouge ne fit pas sa première apparition dans le monde au Champ-de-Mars dans un égorgement du peuple. Le drapeau rouge remonte aux origines de la Nation. Il était le drapeau de nos pères héroïques, ces Gaulois aventureux qui portèrent dans toute l'Europe leurs armes redoutées. C'est lui que le Brenn secouait aux yeux des Romains épouvantés, lorsqu'il dit cette parole terrible: *Vae victis!* c'est lui qui, bien longtemps avant cette époque guidait les phalanges celtiques en Grèce, en Galatie, à la suite d'Alexandre. S'il fut abattu par César, les Francs libérateurs le relevèrent: il fut le drapeau de la nouvelle nation Française.

Charlemagne le promena dans toute l'Europe. Il vainquit à Bouvines. Il précédait nos phalanges aux croisades. S'il disparut de la scène du monde, ce fut dans une tempête. La trahison de la partie Bourguignonne de la noblesse, et de la bourgeoisie de Paris, donna à la France un roi anglais. Le vrai roi, (le roi alors était à lui seul, l'Etat), oubliant à Bourges, dans des plaisirs indignes et son honneur et ses devoirs; mais une femme devait sauver la nationalité:

Jeanne d'Arc fut suscitée par le génie de la France. Ange de pureté, il lui fallut un symbole, pur comme elle. Ce fut l'origine du drapeau blanc qui eut aussi ses grands jours jusqu'à ce qu'il tombât en 89, couvert de souillures.

Ne viens donc plus, ô Lamartine, calomnier le drapeau rouge. 500 ans ont effacé l'opprobre dont l'avait couvert l'anglais. Le peuple n'avait point d'ailleurs trahi la France, lui! Il se retrouva tout entier derrière Jeanne d'Arc. Ce drapeau fut le nôtre à Lyon, en juin, en avril; il fut le nôtre en février. Il sera celui de la France et du monde dans l'avenir.

PASSEZ AU LARGE!

L'Assemblée nationale bâille dans son château-fort de carton. — Les Pentarques s'endorment dans leur bastion du Luxembourg. Mais les baïonnettes veillent pour eux. La place de la Concorde est un camp, le Luxembourg une caserne. — Passez au large!

Grande ombre de Carrel! tu dois tressaillir de joie dans ton tombeau: Le règne du sabre est enfin venu. Ecoles, pensions, lycées, — depuis les pacifiques adeptes du rudiment jusqu'aux vétérinaires d'Alfort — tout cela est flanqué d'une épée ou traîne le bancal. — Tricornes, parements, plumets et pompons de toutes nuances, de toutes grandeurs, remplissent les rues, envahissent les abords de nos palais royaux; et l'illustre Clément Thomas se livre, dans ses ordres du jour, à des dissertations savantes sur les *ras*, les *flats* et la grande question du rappel.

— Et les décrets — comme c'est net, carré, militaire. — Pas d'ambages, de circonlocutions, d'insinuations doucereuses à la manière de feu Philippe: — des roulements de tambour, des sommations, des arrestations. — C'est du miel impérial, et du plus pur encore.

O sabre souverain! — O National! — O dynastie Arago! — O dynasties Marrast, Garnier-Pagès, Thomas, Dornès et Ducière!... nous nous prosternons devant vos bureaux de la rue Lepelletier.

— ... Mais la canaille a le ventre vide, et les affames crient:

— Du travail! du pain!

— Arrêtez!... Amenez!... Emprisonnez!... Complot du 15... Attentat horrible!... Nous n'avons pas eu peur...

— L'organisation du crédit! l'organisation du travail!

— A bas les communistes, les socialistes, les égalitaires!

Mais la canaille hurle toujours:

— Nous avons faim!...

— Loi sur les attroupements — loi sur les crieurs publics — loi sur l'affichage — loi sur les clubs — loi sur la presse...

— Nous avons faim! vous dis-je, et si vous n'y prenez garde, le bourgeois lui-même va périr avec nous.

— Et votre conseil des prud'hommes, misérables! — Allons! A genoux devant le National! — Et, maintenant, au large!

— Ventre affamé n'est point bon hôte — au large! ou je fais feu...

Oui! — Proletaires, déshérités de la grande famille, passez au large! La révolution n'a pas été faite pour vous. Vos plaintes importunent leurs magnificences, vos haillons leur soulèvent le cœur, votre misère les fatigue. — Passez au large! Ces jouisseurs sans foi sont incapables de porter remède à vos maux; le passé les subjugué; les friperies de la charte obstruent leur cerveau. Ils ont laissé leur cœur, leur intelligence aux ronces des vieilleries parlementaires. Passez au large!

Sur ces cadavres vivants le saint amour de l'égalité n'a pas de pouvoir.

Jurons donc ici — nous tous — ouvriers de l'avenir.

vrais croyants, — de périr à la tâche ou de conquérir le nouveau monde.

— Citoyens! L'HUMANITÉ est en danger — nous vous dénonçons les Pentarques, nous vous dénonçons l'Assemblée nationale, car ils ont perdu la France.

RASPAIL.

Quoi! 70.000 voix ont appelé le Citoyen Raspail, et il est encore au donjon de Vincennes! — Mais la souveraineté du peuple est donc un mensonge? Que serait-il donc arrivé si Raspail eût été élu? Croyez-vous que vous auriez eu le droit de le juger?

Vous voyez bien, ô rois du nouveau droit, rois par la grâce des barricades de février, vous voyez bien que le peuple s'est retiré de vous. Vous incarcérez Barbès, Albert, Raspail, Blanqui, et le peuple témoigne hautement ses sympathies pour eux; qui donc à la fin aura raison?

Mais cet état de siège permanent dans lequel vous mettez la capitale, témoigne contre vous; vous aurez beau concentrer tous les régiments de notre armée dans Paris et ses environs, la lumière se fera, comme disait le *National* sous Louis-Philippe; elle se fera pour nos frères de l'armée, comme elle s'est faite pour nous.

Votre usurpation n'est qu'éphémère.

Aussi ne songeons-nous nullement à faire un appel aux armes: vous savez bien, gouvernants, qu'on ne triomphe pas avec les armes, puisque vous avez les honneurs de la victoire sans avoir trop couru le péril de la bataille.

Vous voulez aujourd'hui récuser le jury qui s'assemble sous la voûte du ciel, comme dit Raspail, ce jury-là, gouvernants vous jugera quand même.

Aussi répondrons-nous à nos chers prisonniers:

Oui, nous aurons la patience. Que fait un jour de plus à notre cause?

Nous ne sommes guère plus libres dans notre grand Paris, que vous dans votre vieux fort. La police des assommoirs se réforme.

Mais à tout cela la liberté ne peut perdre. Nous avons construit un édifice, nous voyons par où il est défectueux. Quand nous serons à l'ouvrage, nous mettrons à profit l'expérience.

Les nobles sentiments que vous nous exprimez sont compris ici. Les prolétaires voient enfin où sont leurs amis, où ils doivent chercher leurs vrais représentants.

Courage donc, amis, courage!

Le jour n'est pas éloigné où nous irons, sans armes, vous chercher à Vincennes. Le peuple en fera le tour, et le vieil édifice royal tombera à sa voix, comme la Bible nous dit que les cités ennemies croulaient à la voix des élus de Dieu.

Courage! vous entrerez couronnés de fleurs dans cette Assemblée nationale dont la majorité vous proscrit.

De cette majorité vous en avez appelé au peuple. Il vous a déjà répondu par 70.000 suffrages.

Courage!

LOUIS BONAPARTE.

Qui a envoyé ce prince à l'Assemblée nationale? Est-ce le peuple ou la bourgeoisie?

— Ce n'est pas la bourgeoisie, classe de trembleurs qui ne voit partout que conspirations. Elle aurait plutôt proscrit Louis Bonaparte.

Proletaires, dont il est Pêlu, vous ne connaissez ni la richesse, ni le bien-être. Vous ne connaissez que la gloire. C'est tout ce que les rois vous ont donné, et c'est ce qui vous a inspiré l'amour de la patrie. Quel autre culte vous rattacherait à la France? Serait-ce, comme le disent nos philosophes, que la misère est un lien mystérieux et qu'on

ne peut quitter les lieux où l'on a souffert ? Le prolétaire aimerait-il son sort comme le Russe ses glaces et l'Indien son soleil ?

Le peuple s'identifie avec la France par la gloire. N'ayant que des haillons en toute propriété, il les veut avoir glorieux. Aussi se souvient-il du temps où il les promenait par le monde, portant aux nations la paix et la liberté.

Il rêve expéditions d'Égypte ou d'Italie, champs de bataille de Marengo ou d'Austerlitz. Il oublie ce que coûte la guerre, ce qu'elle lui coûte à lui surtout. Il ne songe pas aux enrôlements forcés, aux impôts ruineux, aux chances de défaite, aux invasions.

Le peuple aime donc la guerre, et c'est ce qui explique son culte pour Napoléon, le génie de la guerre. Les enfants de ceux qui sont morts sur les champs de bataille confondent, dans une même vénération, les soldats qui marchaient au carnage et le chef qui les y conduisait.

O rois ! si vous aviez donné aux peuples le bonheur dans la paix !...

— Citoyens, ne vous laissez plus éblouir par un nom, et ne poursuivez plus de chimères. Vous savez par expérience ce que valent les rois. —

Louis Bonaparte a le double honneur d'être votre concitoyen et votre représentant : c'en est assez pour lui et pour nous.

C'en est peut-être trop pour nous, car le passé nous fait une nécessité d'être défaits.

Et vous, prince, ne recommencez pas contre la République la tentative de Strasbourg. La révolution de Février vous a rendu à la liberté et vous a ouvert les portes de l'Assemblée nationale ; ne cherchez pas à escamoter cette révolution.

Vous vivez jusqu'à ce jour sur la gloire du plus grand capitaine des temps anciens et modernes.

Ne spéculiez pas sur les souvenirs du peuple.

Ne spéculiez pas non plus sur sa misère. Pauvre peuple ! il souffre tant ! il accueille toutes les espérances ; il s'abandonne à toutes les illusions. Il aliénerait encore sa liberté peut-être, que dis-je sa liberté ? En peut-il encore disposer ?

Mais si on la lui ravit insensiblement, on doit savoir combien il lui faut de temps pour la reconquérir.

Prince, en mettant le pied sur la terre de France, vous avez lu notre devise : *Libres, Frères et Égaux*. Voilà ce que nous voulons être, ne l'oubliez pas.

LA LIBERTÉ COMMUNISTE.

Le journal *La Liberté* qui, comme chacun sait, est très peu partisan des idées sociales, insère dans son numéro d'aujourd'hui des extraits d'une brochure du citoyen Dabot, dans laquelle se trouvent ces paroles. Il s'agit d'un projet d'organisation du travail :

« Voici, dit la brochure, le projet que je propose pour remédier à la misère du temps : 1° Exiger que tout fabricant mette son nom sur les produits ; 2° Faire de tous les travailleurs une vaste et seule association, entre tous les corps d'état. »

Nous approuvons complètement l'idée de cette association ; mais nous avouons avoir été fort surpris de voir une telle idée émise dans les colonnes de *La Liberté*.

Ce journal ignore-t-il donc que c'est là du communisme le plus pur. Nous nous étions souvent doutés que ceux qui attaquent si fort les socialistes, et les traitent avec une impertinence si dédaigneuse, ne savaient pas un mot du socialisme.

Pardonnez-leur, mon Dieu ! car ils ne savent ce qu'ils font.

LE JOURNAL L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

De toutes les feuilles réactionnaires, *l'Assemblée Nationale* est celle qui met, dans sa polémique misérable, le plus de mauvaise foi et de déloyauté.

Il n'est pas un seul numéro de cette feuille dans laquelle nous ne nous faisons forts de trouver plusieurs calomnies, soit inventées par le journal lui-même, soit recueillies avec une habileté perdue dans les petits journaux de province.

Toutes les injures, toutes les infamies à l'adresse des hommes honnêtes et purs de la démocratie, sont sûres d'y trouver place.

Qui donc, pensions-nous, peut se salir au point d'écrire de telles choses ?

Et tous ceux que l'on en supposait capables, récusent comme une flétrissure le soupçon où on les mettait ; Granier de Cassagnac même s'en défendait.

Nous remercions le *Représentant du Peuple* de nous instruire aujourd'hui.

Et maintenant que nous savons les noms des artisans de toutes ces vilénies, nous ne nous étonnons plus, et personne ne s'étonnera lorsqu'on saura que Dugabé, le pritchardiste, et Liadière, qui encore aide-de-camp et parasite de Louis-Philippe le 21 février, offrait deux ou trois jours après de se vendre à la République, sont les rédac-

teurs de *l'Assemblée Nationale*.

LA LIBERTÉ DE LA PRESSE.

Ils y arrivent ; ils y sont arrivés !...

Pour notre compte, nous nous y attendions tous les jours ; et si une chose nous étonnait, vu la marche des événements et la tournure qu'ils prennent, c'est qu'ils eussent si longtemps tardé.

Messeigneurs, vous êtes donc bien peu forts en histoire, que vous marchez d'anachronisme en anachronisme !... Quoi ! non contents de nous ravir nos libertés, vous voulez encore nous retirer le droit de nous plaindre de cette violation ? Avouez que, pour cette fois, c'est un peu fort !... Avouez que, pour des commis, c'est un peu trop agir en maîtres !...

Un article incendiaire, inséré dans le journal *l'Organisation du travail*, est le prétexte de l'attaque ; M. Jobez commence bravement.

Est-ce que par hasard M. Jobez aurait aussi par devers lui quelques petits millions ?... Ou serait-il propriétaire ?...

Quoique nous n'en sachions rien, nous serions tenté de le croire en l'écouter parler, car l'intérêt, et l'intérêt poussé à un degré assez extrême — est seul capable de transformer une simple statistique en un pamphlet destiné à mettre le feu aux quatre coins de Paris.

Dans le parti républicain, c'est-à-dire dans le parti qui veut remplacer les mots par les faits, qui ne fait pas de l'organisation du pays une question de pouvoir, — dans ce parti-là, — sachez-le bien, — il n'existe pas de Nérone.

Voici les paroles de M. Jobez :

« Je respecte profondément la liberté de la presse... — (les mots ne coûtent rien... *verba volant*)... — mais elle ne doit pas dégénérer en appel au meurtre, au vol, au pillage, et c'est ce que font certains journaux. »

Quant à la question de l'appel au meurtre, je répondrai avec le *Représentant du Peuple* : Mettez en jugement l'*Almanach du Commerce*, car il donne aussi le nom et l'adresse de ces messieurs.

Car à une telle affirmation on ne peut répondre que par une plaisanterie.

Mais il est une chose plus sérieuse à peser dans les paroles de M. Jobez, c'est l'expression : de *certaines journaux* qui sort de sa bouche comme une preuve évidente du projet arrêté que l'on a d'entraver la liberté de la Presse. M. Flocon du reste, M. Flocon, aujourd'hui ministre, vien corroborer cette preuve car il a plus osé que M. Jobez en demandant que l'on poursuive, non-seulement l'article incriminé, mais encore les articles de plusieurs autres journaux, qu'au besoin, il aura l'honneur de faire connaître à la Chambre. Si M. Flocon, tout en se conformant au vœu de la majorité, obéit en parlant ainsi, à des influences de personnalité collectives, nous lui dirons avec M. Marrast ; car M. Marrast disait cela autrefois : — « Quoi, vous aurez à votre disposition l'armée, l'argent, toutes les forces nationales ; d'un signe, vous ferez mouvoir tous les fonctionnaires ; au moindre mouvement de votre pensée, vous aurez, pour écraser ceux qui vous combattent, et les parquets, et les huissiers, et les gendarmes, et cet immense fléau de la police !... Et quand vous vous présenterez à nous avec tout ce cortège, nous n'aurions pas, nous, simple écrivains, le droit de vous questionner, de nous défier d'un pouvoir si menaçant, de croire à des abus si faciles ? Nous ne pourrions pas répéter ces rumeurs de l'opinion qui a un instinct si droit et si sûr ? La liberté vit de défiance. Prenez le pouvoir si vous voulez ; mais sachez que, dès ce moment, vous tombez sous l'empire de la publicité, vous, votre présent, votre passé, tous vos actes connus, tous vos actes mêmes projetés... Et honte à l'écrivain timide qui déserte ses devoirs parce que quelque danger s'y attache !... »

Non, nous ne désertons pas nos devoirs ! Non, nous ne serons pas des lâches ! Non, nous ne laisserons pas toucher à la liberté de la presse !...

Car c'est ici de cette liberté qu'il s'agit...

Non, vous n'y toucherez pas, tant qu'il y aura des hommes dévoués qui seront résolus à faire le sacrifice de leurs vies pour assurer le triomphe de la République démocratique et sociale.

Oh ! nous comprenons que la liberté de la presse vous offusque ; car une conscience loyale et pure, ne craint pas l'éclat du jour, elle le recherche au contraire. La calomnie même ne peut y laisser son empreinte, car le diamant ne peut être taillé que par le diamant !

Sous Louis-Philippe, on se gardait bien de donner des places aux républicains : on les envoyait au Mont-Saint-Michel ou à Doullens. La République est de meilleure composition : elle réserve aux monarchistes les plus grandes faveurs.

Lisez plutôt les quelques lignes suivantes que nous tirons de la *Voix du Peuple*, journal de l'Yonne :

« M. Boulage, beau-frère de M. Marie, membre du gouvernement provisoire, ancien sous-préfet de Louis-Philippe, actuellement notre préfet, a fait biffer sur toutes les

circulaires imprimées pour le service du département la devise de la République française : les mots Liberté, Égalité, Fraternité. De plus, il a enjoint à tous ses employés de substituer le mot *monsieur* à celui de *citoyen*, et de remplacer la belle formule : *Salut et fraternité*, par celle mensongère et de servitude, en un mot monarchique : *J'ai l'honneur d'être votre très humble et très obéissant serviteur*. »

Comme ces gens-là sont reconnaissants à la République. Mais aussi M. Boulage est de famille souveraine.

LE VÉRITABLE PÈRE DUCHESNE.

Voici quelques lignes tirées du *Véritable Père Duchesne* d'Hébert. Nos lecteurs nous diront, après les avoir lues, si le vieux Marchand de fourneaux, dont on a fait un monstre, n'avait pas du bon, et si la feuille qu'il publiait ne valait pas au moins *l'Assemblée nationale*, *la Presse* et autres journaux semblables ; malgré les jurons dont les par-semait sa rudesse plébéienne.

Voici ces lignes :

« Vous qui voulez être républicains, f....., voyez une fourmière amasser pendant l'été les provisions de l'hiver. Insectes qui remuez sur cette partie de la terre, prenez exemple sur ces insectes beaucoup plus sages que vous. Cette famille est encore plus nombreuse que la vôtre, et elle trouve le moyen de vivre en paix et de s'approvisionner. Il n'y a pas là de paresseux ni d'ambitieux ; chacun travaille pour la communauté ; l'un apporte autant que l'autre ; l'un ne veut pas plus manger que l'autre. Voilà pourquoi les fourmis vivent en paix. Point de bonheur sans le travail et l'égalité. Si les b..... qui nous gouvernent, au lieu de vouloir tout dévorer comme les aigles et les vautours, n'étaient que des fourmis laborieuses comme les autres, la République serait bientôt heureuse et triomphante... »

Aujourd'hui le rappel battait dans Paris. Le bruit courait que le prince Louis-Napoléon, à la tête de la Garde nationale d'Auteuil, marchaient sur l'Assemblée nationale.

Voyons ! à qui la France : ne finirons nous pas en cherchant bien, pas découvrir quelque descendant inconnu de la race de Charlemagne ou de la souche de Pharamond.

Est-ce qu'un 18 brumaire serait encore possible aujourd'hui. Que ceux qui y penseraient y prennent garde. Les voix innombrables qui se sont portées sur la tête de Causidière, de Raspail et des autres candidats de la révolution, sont là pour prouver le contraire.

Nous pensons que l'Assemblée nationale ne doit pas craindre de voir siéger au milieu d'elle le représentant de la légitimité Napoléonienne.

La Convention avait eu aussi dans son sein Philippe-Égalité. Du moment où il devint dangereux ; la terrible justice étendit la main.

La République rouge ne relèvera pas l'échafaud, mais le peuple, du moment où Louis-Napoléon, violant ses promesses, oubliant le baptême régénératoire de son élection, déploierait de nouveau l'étendard du Prétendant, le peuple saurait trouver des moyens pour punir le coupable.

Que l'Assemblée nationale soit donc ferme : quelle admette le citoyen Bonaparte, et qu'en même temps, si elle veut acquiescer la force qui lui manque, elle fasse tomber les fers qui pèsent sur Barbes, Albert et leurs amis, et devienne avec eux révolutionnaire. Le peuple, de son côté, n'oubliera pas qu'il doit rester souverain, et qu'il ne doit jamais suivre le drapeau d'un homme, fut-il le plus dévoué, le plus grand des citoyens, mais l'étendard sacré de la République démocratique et sociale.

Quelques crieurs de la République rouge ont été l'objet d'incroyables violences. Nous signalons le fait à M. Trouvé-Chauvel.

Quand des feuilles telles que *l'Assemblée nationale*, se vendent sans entraves sur la voie publique, il nous semble que nous pouvons bien obtenir la même faveur.]

Nous voulons la liberté pour tous. Nous croyons que le peuple sait, avec son bon sens, démêler le vrai du faux. Laissons donc toutes les opinions se produire librement au grand jour.

La *Démocratie pacifique* assure que parmi les individus arrêtés avant-hier sur le théâtre des rassemblements, se trouvaient deux attachés à l'ambassade d'Angleterre et une anglaise déguisée en homme.

L'un des rédacteurs Gérants, CÉSAR PERRUCHOT.

Imprimerie de J. DUPONT, rue des Boucheries-St-Germain, 38.